



HAL
open science

Accident nucléaire de Fukushima : les enjeux d'une crise pour les opposants à l'atome. Entre publicisation du risque, participation du public et politisation du nucléaire

Mikael Chambru

► To cite this version:

Mikael Chambru. Accident nucléaire de Fukushima : les enjeux d'une crise pour les opposants à l'atome. Entre publicisation du risque, participation du public et politisation du nucléaire. Journées doctorales Sociétés et environnement – réflexions croisées sur les crises, Université de Provence, Dec 2011, Marseille, France. hal-01191633

HAL Id: hal-01191633

<https://hal.univ-grenoble-alpes.fr/hal-01191633>

Submitted on 30 May 2017

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

SOCIÉTÉS
ENVIRONNEMENT
REFLEXIONS CROISEES SUR

LES CRISES

15 ET 16 DECEMBRE 2011



5^{èmes} journées des doctorants du LPED
Aix - Marseille Université - Saint Charles - Amphi CHARVE



ACCIDENT NUCLÉAIRE DE FUKUSHIMA : LES ENJEUX D'UNE CRISE POUR LES OPPOSANTS À L'ATOME.

ENTRE PUBLICISATION DU RISQUE, PARTICIPATION DU PUBLIC ET POLITISATION DU NUCLÉAIRE

Mikaël Chambru³²

Le 11 mars 2011, le séisme et le tsunami qui a suivi au Japon provoquent la fusion partielle de trois cœurs nucléaires de la centrale de Fukushima. Cet accident nucléaire, toujours en cours, engendre un processus de décrédibilisation et de brouillage de l'image de l'énergie électro-nucléaire, transformant alors très rapidement cet accident en une crise internationale (Ollivier, 1999). En France, la mouvance anti-nucléaire s'en est alors emparée pour tenter de remettre en cause le consensus dominant sur les bienfaits de l'atome civil et ainsi faire ressurgir l'énergie électro-nucléaire au sein de l'espace public (Miège, 2010) comme un problème public (Cefai, 1996). Cet article se propose d'analyser les stratégies communicationnelles déployées pour y parvenir et de décomposer les enjeux qui s'y articulent : faire du nucléaire un choix politique, fabriquer et publiciser le risque nucléaire, faire participer le public à la mobilisation. Nous insisterons plus particulièrement, en mobilisant la triade territoire vécu-stratégique-institutionnalisé (Bourdeau, 2004), sur les tensions observables relative au territoire autour duquel s'est ancrée la dynamique contestataire de la mouvance anti-nucléaire. Plus largement, nous chercherons, en rappelant continuellement que cette crise se développe dans une temporalité plus longue que le seul accident de Fukushima, à montrer que ce processus conflictuel entre les tenants et opposants à l'atome s'inscrit dans une histoire mouvementée de l'énergie électro-nucléaire et de sa critique en France.

Informier le public au nom de la transparence

Dès le début de cette crise, la question, historiquement ancrée (Fagnani & all., 1979), de l'information du public s'est imposée comme un enjeu communicationnel majeur, aussi bien pour les tenants que les opposants à l'atome. D'un côté, l'État et l'industrie nucléaire ont insisté sur le fait que cet accident nucléaire relève d'une question technique et scientifique relevant de la seule compétence d'experts, comme lors du lancement du programme électro-nucléaire français (Simmonot, 1978). Ils ont alors mobilisé leurs spécialistes, notamment ceux de l'Autorité de sûreté nucléaire (ASN) et de l'Institut de radioprotection et de sûreté nucléaire (IRSN), afin de contrer le discours critique porté par la mouvance anti-nucléaire. Détenteurs du savoir légitime, ces experts se sont efforcés de promouvoir la transparence et l'information du public dans les modalités

³² Doctorant en Sciences de l'information et de la communication, Université de Grenoble, Groupe de recherche sur les enjeux de la communication (GRESEC), mikaelchambru@riseup.net

argumentatives de leur discours. Cet effort s'est traduit par la diffusion d'une information à caractère scientifique et technique, visant à rassurer le public sur la sûreté, le contrôle et la surveillance des installations nucléaires³³, ainsi qu'à légitimer le choix du nucléaire. Ce mode d'intervention au sein de l'espace public basé sur un registre de la confirmation (Boltanski, 2009) n'a d'ailleurs rien d'inédit. Ce qui est propre à cette crise par contre, notamment par rapport à celle de Tchernobyl, c'est la prétention officielle à la transparence, en lieu et place de la culture du secret. Cette prétention officielle à la transparence s'inscrit dans un processus de gestion préventive des crises développées suite aux deux précédents accidents nucléaires majeurs (Roux-Dufort, 1999) et dont l'une des premières traductions opérationnelles a été l'ouverture de la communication publique des acteurs économiques de l'industrie de l'atome à la fin des années quatre-vingt-dix (Cabedoche, 2003). De l'autre, la mouvance anti-nucléaire l'a immédiatement contesté, en mobilisant un registre de dénonciation (Boltanski, 2009) du manque d'information du public et de transparence, une stratégie communicationnelle à laquelle ont l'habitude d'avoir recours les opposants à l'atome³⁴.

Faire du nucléaire un choix politique

La mouvance anti-nucléaire a mobilisé très rapidement le répertoire d'action médiatique désormais éprouvé des écologistes (Ollitrault, 1999), afin d'imposer à nouveau le recours au nucléaire dans la politique énergétique française comme un choix politique pouvant être controversé et objet d'un débat démocratique. Celui-là même qu'elle n'était pas parvenue à inscrire à l'agenda politique suite à la catastrophe de Tchernobyl, n'obtenant alors que la création d'instances dédiées à l'information du public : le Conseil supérieur de la sûreté et de l'information nucléaires (CSSIN) en 1987 et le Collège de prévention des risques technologiques (CPRT) en 1989. Des centaines d'actions, essentiellement donc des manifestations de papiers à l'intention des médias (Champagne, 1990), ont ainsi été organisées de façon localisée sur le territoire hexagonal, en prenant appui sur des collectifs anti-nucléaires préexistants. Le *Réseau sortir du nucléaire* a ensuite tenté, en couplant cette catastrophe de Fukushima avec celle de Tchernobyl à l'occasion du *Chernobyl Day 2011*³⁵, de publiciser le risque nucléaire et d'amplifier la dynamique contestataire autour du refus de l'énergie électro-nucléaire, toujours en territorialisant la lutte. Là encore, une alliance de circonstance s'est formée entre les militants anti-nucléaires et les journalistes qui se sont retrouvés dans une posture d'associés-rivaux (Neveu, 1999). L'un avait besoin de l'autre pour accomplir ses objectifs : le premier pour être visible au sein de l'espace médiatique et toucher l'opinion publique ; le second pour écrire l'actualité. Les médias ont donc, comme cela a souvent été le cas dans l'histoire de la controverse nucléaire (Garraud, 1979 ; Derville, 1997 ; Cabedoche, 2003 et Blanchard, 2010), mis en évidence ces mobilisations et diffusé des informations de nature à contribuer à leur surgissement, tandis que ces

³³ Excepté le 30 mars 2011 où l'ASN a reconnu, lors d'une audition publique à l'Assemblée nationale, que la sécurité des installations nucléaires françaises ne prenait pas en compte le risque d'un « cumul » de catastrophes naturelles, comme le séisme et le tsunami qui ont frappé en plein cœur le Japon.

³⁴ Elle est par exemple observable au sein des dispositifs participatifs institutionnels mis en place par l'Etat au sein desquels la question de l'accès à l'information s'impose comme un enjeu majeur, la mouvance anti-nucléaire s'en saisissant pour résister à l'impératif participatif.

³⁵ Le *Chernobyl Day* est une journée mondiale d'action destinée à interpeller la population sur les conséquences de l'accident de Tchernobyl. Coordonnée par le *Réseau Sortir du nucléaire*, elle a généralement lieu tous les 26 avril. En 2011, 532 actions ont été organisées dans 27 pays, dont 336 en France.

derniers sont venus alimenter le débat médiatique³⁶. Mais très rapidement, cette actualité n'a plus été l'événement médiatique du moment et a fini par se faire absorber par une autre actualité³⁷.

Fabriquer et publiciser le risque nucléaire

Au-delà de ce registre de mobilisation du répertoire d'actions médiatiques, le recours à ce dernier par la mouvance anti-nucléaire s'inscrit également dans un registre de communication (Ollitrault, 1999) visant à fabriquer et à publiciser le risque nucléaire pour imposer sa prise en compte aux autorités publiques (Gilbert, 2003). Il s'agit dès lors de transformer le risque nucléaire devenu, suite à la catastrophe de Fukushima, une réalité sociale perceptible et connue par le public en une réalité sociale vécue par ce dernier. Après avoir immédiatement réinscrit cet accident nucléaire dans un modèle d'événements passés, la mouvance anti-nucléaire a cherché à mettre en scène la mise en danger du territoire par l'énergie électro-nucléaire pour le rendre visible au sein de l'espace public. Après avoir diffusé largement une carte montrant l'ampleur réelle de l'implantation du nucléaire sur le territoire hexagonal, le *Réseau sortir du nucléaire* s'est plutôt appuyé sur la mobilisation du public pour communiquer, notamment à travers les « flash-mobs » consistant à rebaptiser les communes en « Tchernoville » à l'occasion du *Chernobyl Day 2011*. C'est finalement *Greenpeace*, qui s'attache traditionnellement plutôt à médiatiser des actions directes symboliques (Fréour, 2004), qui est parvenu à contraindre l'État à admettre que le nucléaire n'est pas sûr. Après avoir mis en ligne un outil interactif permettant au public de visualiser pour chaque centrale nucléaire la différence entre la zone de sécurité prévue par les autorités françaises et l'étendue de la contamination en cas d'accident à partir de la réalité des accidents de Tchernobyl et Fukushima, l'ONG écologiste s'est introduite dans plusieurs centrales nucléaires – ce qui n'est pas une première au sein de la mouvance anti-nucléaire³⁸ – apportant alors la preuve par l'exemple des défaillances du dispositif de sécurité de ces dernières. Maîtrisant les logiques du champ médiatique (Derville, 1997), *Greenpeace* a utilisé les dernières technologies de l'information et de la communication pour produire du contenu en ligne qui a ensuite été repris et utilisé par les médias, une pratique historiquement ancrée au sein de sa stratégie communicationnelle (Dacheux, 1997) et qui ne lui est d'ailleurs pas propre (Granjon, 2002).

Faire participer le public à la mobilisation

Cette crise engendrée par l'accident nucléaire de Fukushima a aussi été l'occasion pour la mouvance anti-nucléaire d'essayer d'élargir la participation du public au-delà de la seule sphère militante. C'est d'ailleurs l'un des objectifs affichés de la mobilisation du 15 octobre 2011. Contrairement aux mobilisations des mois précédents, cette dernière a été initiée par des coordinations régionales et a

³⁶ *Le Progrès*, après avoir d'une part abondamment relaté la catastrophe de Fukushima, et d'autre part rendu public les différents incidents ayant eu lieu au sein de la centrale nucléaire du Bugey, met en évidence la nouvelle association *Sortir du nucléaire Bugey*, entre autre en faisant la Une de son édition locale pour annoncer la création de cette dernière, ce qui va lui permettre de se faire connaître largement.

³⁷ A titre illustratif, *Le Figaro*, *Libération*, *Sud-Ouest* et *Le Parisien* vont évoquer le nucléaire dans 582 articles dans la semaine qui suit l'accident de Fukushima, puis dans 232 articles la semaine suivante, dans 120 articles un mois plus tard et dans 70 articles trois mois plus tard – un chiffre qui reste tout de même beaucoup plus élevé qu'avant l'accident nucléaire.

³⁸ Depuis l'accident de Tchernobyl, cinq intrusions ont déjà eu lieu dans des installations nucléaires : le 10 octobre 1986 à la centrale de Cattenom, le 8 mai 1996 à la centrale de Golfech, le 4 décembre 2003 à la centrale de Penly et le 27 mars 2007 à la centrale de Belleville-sur-Loire. Seules les deux dernières ont été l'oeuvre de *Greenpeace*.

pris la forme de manifestations décentralisées sur le territoire hexagonal. Ces manifestations, notamment celle de Bugey³⁹, se sont alors ancrées autour d'installations nucléaires dont les militants anti-nucléaires vont réclamer la fermeture ou la non-construction, un enracinement local rappelant les mobilisations des années soixante-dix (Flaire, 1977) et faisant du territoire un espace de résistance face à l'État, ainsi qu'un enjeu et un cadre de la participation du public. Cet enracinement local a contribué à une structuration spécifique de la mobilisation, dans le sens où cette dernière s'est ancrée dans l'histoire des luttes passées et dans le contexte local⁴⁰, donnant alors un visage pluriel aux différents processus de mobilisation du public. Au cours de ce dernier, les militants anti-nucléaires se sont efforcés, à partir du territoire vécu par le public, de construire un territoire stratégique remettant en cause le territoire institutionnalisé, dans le sens où l'échelle spatiale du traitement des problèmes publics va être une nouvelle fois remise en cause⁴¹. Ce processus de mobilisation a conduit au fait que 59% du public présent le jour de la manifestation s'est mobilisé en réaction aux dangers du nucléaire et que 85% est extérieur au territoire institutionnalisé. Le collectif d'organisation a d'ailleurs tenté de mettre en scène, en faisant participer le public, le fait que le territoire vécu ne correspond plus à ce territoire institutionnalisé⁴². Plus largement, il a réussi à faire participer le public à la mobilisation puisqu'il s'agit de la première manifestation anti-nucléaire pour 48% de ce dernier ; parmi ceux-ci, 59% sont par ailleurs déjà engagés. L'accident de Fukushima a joué un rôle pour 48% d'entre eux et 60% sont là pour agir alors qu'ils ne sont que 22% à être dans ce cas pour le public habitué des manifestations anti-nucléaires. Il y a donc une certaine adéquation entre ces résultats et les objectifs affichés par le collectif d'organisation, excepté en ce qui concerne les revendications portées par le public puisque 90% réclame une sortie du nucléaire, 30% le développement des énergies renouvelables et seulement 13% la fermeture de la centrale nucléaire alors que c'est cette dernière qui était mis en avant par les organisateurs pour mobiliser.

Le retour du nucléaire en politique

Cet activisme local a permis de faire entrer cette question du nucléaire au sein du système politique institué historiquement fermé en matière de décision atomique (Kitschelt, 1986). La mouvance anti-nucléaire a fait irruption au sein de ce dernier, afin de faire en sorte que des vœux réclamant la fermeture de certaines installations nucléaires et/ou la sortie du nucléaire plus ou moins rapide soient votés par les élus. Il s'agit alors d'un levier de mobilisation, parmi d'autres, pour les opposants

³⁹ Les résultats présentés dans cette partie sont issus d'un travail d'observation participante mené pendant quatre mois au sein du collectif d'organisation de la manifestation et sur une enquête par questionnaire réalisée lors de cette dernière auprès du public y participant.

⁴⁰ A la différence de Fessenheim par exemple, la centrale nucléaire du Bugey n'avait plus connu de contestation par la mouvance anti-nucléaire française depuis le début des années soixante-dix. Localement donc, aucun collectif anti-nucléaire structuré n'était en place et portait au sein de l'espace public un discours critique sur la centrale et ne réclamait sa fermeture, excepté une petite association environnementaliste locale, l'Association hiéroise de défense de l'environnement (AHDE).

⁴¹ Avant cette manifestation, ce sont surtout les anti-nucléaires suisses et les autorités du canton de Genève – ainsi que des associations anti-nucléaires bretonnes – qui se sont mobilisés contre le site nucléaire du Bugey, l'échelle internationale prenant alors à défaut le mode d'articulation entre le local et le national. C'était déjà le cas lors de la mobilisation contre SuperPhénix à Creys-Maville (Rens, 95).

⁴² Une fois arrivée devant la centrale nucléaire a eu lieu un lâché de 300 ballons jaunes accompagnés de cartes postales, symbolisant une retombée radioactive qui pourrait survenir à la suite d'un accident majeur. L'objectif était ensuite d'établir une carte du rayon de dispersion de ces derniers à partir des retours du public.

à l'atome, l'essentiel étant de rendre visible le risque nucléaire plus que d'obtenir un nombre significatif de vœux. Plusieurs collectivités territoriales – conseils régionaux, conseils généraux, agglomérations et municipalités – ont tout de même émis de tels vœux, ce qui là encore n'a rien d'inédit dans l'histoire de la lutte anti-nucléaire⁴³. Au-delà de ces quelques ouvertures partielles et localisées, le nucléaire a véritablement fait son retour en politique⁴⁴ car il s'est avéré être une opportunité politique pour une partie de la mouvance anti-nucléaire engagée dans le jeu électoral afin de renforcer son rapport de force avec ses possibles alliés en vue des élections législatives et présidentielles de 2012. Le processus de relance de la filière électro-nucléaire – présentée comme une énergie durable par l'industrie nucléaire – jusqu'alors considéré comme inéluctable ne l'a plus été systématiquement, tout du moins temporairement, pour un certain nombre d'acteurs politiques⁴⁵. Mais une nouvelle fois, cette ouverture du système politique institué n'a finalement pas plus abouti que dans les années soixante-dix / quatre-vingt à une décision immédiate ou à un engagement de sortie du nucléaire comme les ont prises l'Allemagne, la Belgique, l'Italie et la Suisse au cours de l'année 2011. Cette singularité française correspond aux mondes vécus par le public qui ne sont pas prédéterminés par avance. Le programme électro-nucléaire s'est ainsi historiquement imposé de façon quasi-consensuelle au sein du système politique institué depuis le choix fait au lendemain de la seconde guerre mondiale de le placer au cœur du projet techno-scientifique de reconstruction de la grandeur de la France (Hecht, 1998), avant d'avoir un structurant sur l'organisation de la société (Trinh et Wieviorka, 1991) et d'être défendu par l'État en s'appuyant sur son appareil policier et judiciaire pour contrer la contestation grandissante à la fin des années soixante-dix (Touraine, 1980).

Un moment singulier d'un cycle de mobilisation

Cette crise engendrée par l'accident de Fukushima a finalement renforcé les modalités argumentatives des deux acteurs en jeu, en plaçant l'information du public au cœur de ces dernières. Elle s'est également avérée être une opportunité politique pour la mouvance anti-nucléaire dans sa lutte visant à remettre en cause le consensus dominant sur les bienfaits de l'atome civil au sein du système politique institué. Même si elle constitue un moment singulier, cette crise n'en reste pas moins un événement s'inscrivant dans un cycle de mobilisation (Tarrow, 1995) plus large d'intensification de la dynamique contestataire depuis les années 2000. En s'appuyant sur une mobilisation stratégique du territoire, la mouvance anti-nucléaire s'est alors efforcée de publiciser le risque nucléaire et de faire participer le public, afin, *in fine*, de faire du nucléaire un choix politique. Cette crise a par ailleurs permis à la mouvance anti-nucléaire, d'une part d'accentuer sa visibilité et de faire entendre sa voix au sein de l'espace public ; et d'autre part de renforcer et de structurer

⁴³ Lors de la lutte contre SuperPhénix dans les années soixante-dix, des dizaines de municipalités en avaient fait de même, tout comme les Conseils généraux de l'Isère et de la Savoie, le premier ayant même pris l'initiative d'organiser un débat public en son sein, en présence des tenants et des opposants à l'atome.

⁴⁴ Alors qu'historiquement l'engagement pro-nucléaire avait caractérisé plutôt une évidence de droite et le militantisme antinucléaire une revendication de gauche, cette variable politique avait été aplanie par les expériences successives de cohabitation (Cabedoche, 2003).

⁴⁵ A la suite de l'accident nucléaire de Fukushima, le *Parti socialiste* va ainsi prendre position plus ou moins clairement pour une sortie progressive du nucléaire en 20 ou en 30 ans... avant que les primaires ne tranchent la question en faveur d'une poursuite du programme électro-nucléaire.

partiellement la contestation du public. Cela n'a cependant pas abouti à une mobilisation numérique significative et équivalente à celle des dernières années⁴⁶. Cette tentative de relance d'un mouvement contestataire d'envergure s'inscrit elle aussi dans un contexte de crise, celle-là même que traverse la mouvance anti-nucléaire depuis l'irruption de la question du changement climatique au sein de l'espace public (Comby, 2008). Sans pour autant être inédit au sein de la mouvance anti-nucléaire, ce contexte de crise se traduit par un nouvel éclatement de cette dernière⁴⁷, alors qu'elle était partiellement parvenue à s'unifier en 1997 lors de la création du *Réseau sortir du nucléaire* dans l'optique de relancer une dynamique contestataire du nucléaire à l'échelle nationale. En définitive, la mouvance anti-nucléaire ne s'est pas emparée de la crise engendrée par l'accident de Fukushima pour surmonter la crise interne qui l'agite et l'affaiblit, et ainsi être plus efficace face à l'État et l'industrie nucléaire.

Bibliographie

Blanchard Philippe, *Les médias et l'agenda de l'électronucléaire en France. 1970-2000*, Paris, Thèse de doctorat en science politique, 2010.

Boltanski Luc, *De la critique. Précis de sociologie de l'émancipation*, Paris, Gallimard, 2009.

Bourdeau Julie-Anne, « Territoire vécu, territoire stratégique et territoire institutionnalisé : de la redéfinition de la solidarité sociale à Los Angeles », in *Lien social et Politique*, n°52, 2004, pp. 107-118.

Cabedoche Bertrand, *Ce nucléaire qu'on nous montre. Construire la sociabilité dans le débat sur les énergies*, Paris, L'Harmattan, 2003.

Cefaï Daniel, « La construction des problèmes publics. Définitions de situations dans des arènes publiques », in *Réseaux*, 1996, volume 14 n°75. pp. 43-66.

Champagne Patrick, *Faire l'opinion*, Paris, Editions de Minuit.,1990.

Comby Jean-Baptiste, *Créer un climat favorable. Les enjeux liés aux changements climatiques : valorisation publique, médiatisation et appropriations au quotidien*, thèse sous la direction de Rémy Rieffel, Université Paris II, 2008.

Dacheux Eric, « Greenpeace : entre médias, espace public et marché, quelle logique communicationnelle ? », in *Hermès*, n° 21, 1997, pp. 191-201.

Derville Grégory, « Le combat singulier Greenpeace-Sirpa », in *Revue française de science politique*, n° 5, 1997, pp. 589-624.

Fagnani Francis et Nicolon Alexandre (sous la direction de), *Nucléopolis. Matériaux pour l'analyse d'une société nucléaire*, Grenoble, PUG, 1979.

Flaire Thierry et Dominique, *L'implantation des centrales nucléaires*, Amiens, 1977.

⁴⁶ Le 17 avril 2007, 62 000 personnes avaient manifesté contre l'EPR et le programme électro-nucléaire dans cinq villes de France. L'année précédente, elles étaient déjà 30 000 à défilier à Cherbourg le 16 avril 2006.

⁴⁷ Depuis 2010, de nombreux collectifs anti-nucléaires ont quitté le *Réseau sortir du nucléaire* du fait de divergences stratégiques et d'appréciation du fonctionnement démocratique interne. Certains se sont regroupés dans des coordinations régionales autonomes, d'autres essayent de mettre sur pied un réseau alternatif, tandis que d'autres encore ont fait le choix de se concentrer sur l'action locale.

Fréour Nadège, « Le positionnement distancié de Greenpeace », in *Revue française de science politique*, 3/2004 (Vol. 54), pp. 421-442.

Garraud Philippe, « Politique électro-nucléaire et mobilisation : la tentative de constitution d'un enjeu », in *Revue française de science politique*, n° 3, 1979, pp. 448-474.

Gilbert Claude, « La fabrique des risques », in *Cahiers internationaux de sociologie*, 2003/1 n° 114, pp. 55-72.

Granjon Fabien, « Les répertoires d'action télématiques du néo-militantisme », in *Le Mouvement Social*, 2002/3 no 200, pp. 11-32.

Hecht Gabrielle, *The radiance of France. Nuclear power and national identity after World War II*, Cambridge, The MIT Press, 1998.

Kitschelt Herbert, « Political opportunity structures and political protest: anti-nuclear movements in four democracies », in *British Journal of political Science*, 1986, pp. 57-85.

Miège Bernard, *L'espace public contemporain. Approche info-communicationnelle*, Grenoble, PUG, 2010.

Neveu Erik, « Média, mouvements sociaux et espaces publics », in *Réseaux*, n° 98, 1999, pp. 17-86.

Ollitrault Sylvie, « De la caméra à la pétition-web : le répertoire médiatique des écologistes », in *Réseaux*, n° 98, 1999, pp. 155-182.

Ollivier Bruno, « (Re)problématiser la crise à la lumière de la communication (des organisations) », in *Communication et Organisation*, n°16, 2000.

Rens Ivo, « Genève contre Malville. Contribution à l'histoire d'un mouvement antinucléaire », in *Stratégies énergétiques, biosphère & société*, n° 6, 1995, pp. 121-132.

Roux-Dufort Christophe, *Gestion de crise un enjeu stratégique pour les organisations*, Bruxelles, De Boeck, 1999.

Simonnot Philippe, *Les nucléocrates*, Grenoble, PUG, 1978.

Tarrow Sidney, « Cycles of collective action : between moments of madness and the repertoire of contention », in *Repertoires and cycles of collective action* (Sous la direction de Durham N.C.), Duke university press, 1995, pp. 89-116.

Touraine Alain et all., *La prophétie anti-nucléaire*, Paris, Seuil, 1980.

Trinh Sylvaine et Wieviorka Michel, *Le modèle EDF. Essai de sociologie des organisations*, La Découverte, Paris, 1991.